



Nos arguments contre l'initiative sur l'élevage intensif



Rien de nouveau

L'initiative demande des normes qui existent déjà à travers l'offre en produits bio et d'autres labels allant plus loin que les normes légales en matière de bien-être animal. Quiconque cherche des produits d'origine animale répondant à ces normes peut déjà les trouver en magasin aujourd'hui. L'acceptation de l'initiative marquerait la fin de la liberté de choix.



Le bien-être animal : une priorité absolue en Suisse

Selon les initiants, l'élevage intensif désigne « l'élevage industriel portant systématiquement atteinte au bien-être des animaux ». L'élevage en Suisse se pratique avec des effectifs limités; il repose sur la législation la plus stricte au monde en matière de protection des animaux et fait l'objet de contrôles approfondis. Le non respect de ces règles est très rare : la très grande majorité des familles paysannes donne tout ce qu'elle peut pour le bien-être de ses bêtes.





Une absurdité sans nom

L'inscription des exigences d'un label du secteur privé dans la Constitution fédérale est inadéquat.



Offre supérieure à la demande

Aujourd'hui, l'offre est supérieure à la demande dans de nombreux domaines. Par exemple, seuls 30 % des porcs d'engraissement présentant un label de bien-être animal et donc une plus-value trouvent preneur, alors que plus de 60 % de tous les porcs d'engraissement bénéficient d'un système de stabulation particulièrement respectueux des animaux et de sorties en plein air.



Moins de production régionale et plus d'importations

À l'heure actuelle, la Suisse dépend déjà énormément de l'étranger pour nourrir sa population. En cas d'acceptation de l'initiative, les importations exploseraient, en particulier pour la viande de volaille, les œufs et la viande de porc.



Augmentation des prix à la consommation

Le respect de normes bio dans l'élevage est synonyme de coûts de production supérieurs. Si on généralise cette pratique, les aliments d'origine animale se renchériraient de 20 à 40 % selon les produits, soit une charge supplémentaire d'environ 1800 francs par an pour le portemonnaie des consommateurs. Comme tout le monde ne peut ou ne veut pas dépenser autant, le tourisme d'achat gagnerait de nombreux adeptes.





Aucune valeur ajoutée pour le bien-être animal à l'étranger

Certes, l'initiative prévoit d'appliquer aussi des dispositions plus strictes aux importations de produits d'origine animale. Cependant, une telle pratique constituerait une violation en bonne et due forme de nos engagements envers l'OMC : l'imposition de normes équivalentes en matière de bien-être animal pour les importations ne sera pas possible au final. L'initiative se solderait alors par une augmentation des importations de produits en provenance de pays avec un faible niveau de bien-être animal.



Conflit avec l'aménagement du territoire

Comme le nombre d'animaux par élevage serait limité et que l'espace requis par bête serait beaucoup plus important, les exploitations d'élevage concernées devraient agrandir leurs infrastructures, en construire plusieurs de plus petite taille ou réduire les effectifs. En raison des contraintes liées à l'aménagement du territoire, l'agrandissement des bâtiments existants ou la construction de nouveaux ne seraient pas possibles ou difficiles.



Cliquez ici pour en savoir plus sur l'élevage des animaux en Suisse



Bref argumentaire à télécharger



Contact

Alliance contre l'initiative sur l'élevage intensif
c/o Union suisse des paysans

Laurstrasse 10
5201 Brugg

Téléphone : 056 462 51 11

E-mail : info@non-initiative-elevage-intensif.ch

© 2022 Initiative inutile sur l'élevage intensif

